



Compte rendu de la Formation Spécialisée du 13 juillet 2023

Siégeait pour la CGT: Julien Caumon

Ordre du jour :

- Travaux du DUERP / PAP*
- difficultés rencontrées dans le cadre de l'accueil GMBI*
- suivi du budget 2023*
- Registre Hygiène et Sécurité / fiches de signalement / accidents de service*
- Questions diverses*

Avant les débats, les élus ont lu la déclaration liminaire syndicale ci-dessous:

Monsieur le Président,

En juin les accueils ont craqué et les agents avec eux.

Rarement, nous avons pu constater une telle souffrance des agents, ayant pourtant les épaules larges depuis le temps et habitués à la dégradation continue des conditions de travail au sein de notre Direction.

Jamais nous n'avons connu un afflux aussi important de redevables dans les accueils des Centres des Finances Publiques, SGC et Espace France Services.

Cet afflux massif découle :

- de la déclaration d'occupation des Locaux par les propriétaires GMBI*
- de la contestation des surfaces, du nombre de pièces, des adresses des locaux*
- de l'envoi massif de courriers liés au Foncier innovant*
- de l'envoi de courriers d'information sur l'augmentation de taxe foncière liée à des variations de valeurs locatives*
- des dysfonctionnements des nouvelles applications liées aux autorisations d'urbanismes (SURF, EVALOC).*

Et pendant ce temps, la Direction Générale a regardé ailleurs ou fait mine de ne rien voir. Alors que c'est bien elle la responsable de cette situation.

Section du Lot du Syndicat National CGT Finances Publiques

Site internet: <http://www.financespubliques.cgt.fr/46/>

Courrier électronique: cgt.ddfip46@dgfip.finances.gouv.fr

C'est d'ailleurs cette même direction Générale qui, dans une note du 21 juin 2023, a osé parler de ressenti et de sentiment pour illustrer la situation actuelle dans les centres des finances publiques.

Une enquête d'objectivation donc, rien de moins, pour nous faire comprendre que la hausse n'est que de 14% (oubliant au passage que nombre de redevables ne peuvent accéder au centre faute de temps et ne prenant pas en compte les chiffres de juin).

En fait cette situation ce serait cela : un ressenti psychologique émanant de geignards indécrottables.

A l'évidence le ressenti dans les bureaux feutrés de Bercy n'est pas le vécu des agents en première ligne.

La campagne de déclaration des revenus était encore en cours de traitement par les services impôts des particuliers et il est vrai que nos collègues, déjà bien éprouvés par une campagne d'accueil physique et téléphonique beaucoup plus dense que l'année précédente, n'avaient pas besoin de cela. Les collègues sont exténués, épuisés physiquement et moralement, stressés et démoralisés. Et tout cela parce que la Direction générale n'a pas su ou voulu écouter les mises en garde qui venaient de la base et des organisations syndicales.

Le report d'un mois n'est que l'enième illustration de l'impéritie des hauts fonctionnaires qui nous dirigent. Ce n'est pas ça qui changera quoi que ce soit à la désorganisation complète des centres des impôts fonciers et des services impôt des particuliers face à l'afflux en accueil physique et messagerie. Pire, les services en demi-effectif au mois de juillet doivent absorber 40 % des usagers qui n'ont à ce jour pas effectué leur déclaration relative à leurs biens immobiliers, alors qu'en six mois, nos services ont enregistré les 60 % restants, et à quel prix.

Ce report d'un mois est donc juste scandaleux et méprisant tant pour les usagers que pour les agents chargés de la mission. Quant à la communication sur ce report d'un mois, on ne peut pas dire que l'administration ait déployé un dispositif très ambitieux pour le faire connaître.

Face à la colère qui remonte, des alertes des organisations syndicales, des multiples articles de presse ou reportage télé, Fournel, grand seigneur, s'est permis de nous jeter sur Ulysse, comme un os à un chien, un communiqué d'autosatisfaction sur le déroulement de cette réforme avec l'éternel remerciement d'usage de l'implication des agents.

Sans oublier l'annonce récente de la non-suppression, pardon « création » de 250 emplois en 2024.

*Et comme si ça ne suffisait pas, nous avons atteint le summum de l'indécence ou de la déconnexion, c'est au choix, avec cette intervention du Directeur Général sur une chaîne d'information en continue, qui estime avoir « **surestimé la notoriété de l'obligation déclarative** ». Même le journaliste en face était sans voix face à ce monument de langage administratif.*

Les agents à bout de souffle n'ont que faire des remerciements ou des explications alambiquées de Fournel et de la clique de nullocrates qui l'entoure.

Ils doivent désormais s'excuser du chaos engendré et des conséquences sur la santé des agents!

Et surtout mettre en place une réelle politique de prévention des risques psycho-sociaux concernant les accueils.

Section du Lot du Syndicat National CGT Finances Publiques

Site internet: <http://www.financespubliques.cgt.fr/46/>

Courrier électronique: cgt.ddfip46@dgfip.finances.gouv.fr

Travaux du DUERP / PAP

Suite à la consultation des services, 29 situations d'exposition aux risques professionnels ont été inscrites au DUERP ainsi que leur déclinaison opérationnelle dans le Plan Annuel de Prévention (PAP)

La grande majorité des situations relève de Risques Psychosociaux (RPS) liés à la surcharge de travail, des dysfonctionnements organisationnels, l'accueil physique et téléphonique et le stress.

Les solutions apportées dans le PAP sont largement insuffisantes : sensibilisation des chefs de service, mesures d'explication des évolutions, bonne diffusion des consignes,...

Nous avons fait remarquer au Directeur départemental que de nombreuses situations relevaient de la politique générale de suppression des postes et d'une politique aveugle de tout numérique et que ses engagements relevaient plus d'un discours de bonne volonté et d'affichage.

Il est même à se demander si tout cet exercice sert encore à quelque chose dans la mesure où les mêmes causes et mêmes effets perdurent!

De plus, Philippe Renda, l'ISST, rappelle qu'il faut évoquer systématiquement l'intégralité des risques, et pas seulement ceux exposés par les agents.

Il estime que le DUERP reste donc largement incomplet.

Le Directeur s'engage à améliorer les choses pour l'année prochaine.

Difficultés rencontrées dans le cadre de l'accueil GMBI

La CGT a demandé le rajout de ce point à l'ordre du jour qui semblait primordial au regard de la dégradation des conditions de travail engendrée par la situation (voir liminaire).

Le Directeur avoue qu'il a lui-même sous-estimé dès le départ l'ampleur des sollicitations.

Nous l'avions pourtant prévenu des risques dès le début d'année!

Il nous informe que dès le mois de juin, il a pris régulièrement le pouls des services et a autorisé l'embauche d'auxiliaires pour les soulager.

Il pense que le plus dur est passé avec 73% des locaux déclarés au 13 juillet 2023, sans prendre en compte les risques à venir liés à la campagne des avis. Il admet lui-même que beaucoup d'incertitudes demeurent, notamment sur l'émission des rôles de Taxes d'habitation. Il est également conscient que l'augmentation générale de 7% des valeurs locatives sera un facteur de tension.

Le problème est donc bien là : à leur retour de congés, les agents vont devoir subir une nouvelle campagne des avis sans connaître les réelles conséquences de tout ce chaos.

En somme, allons nous connaître une campagne difficile ou très difficile?!

Il est demandé la plus grande vigilance vis à vis des agents et surtout une pression moindre des indicateurs sur les chefs de service, qui pour certains reportent leur stress sur leurs subordonnés.

Reste que la 1^e mesure de prévention demeure l'arrêt des suppressions d'emplois et une véritable politique dynamique de recrutement, et pas seulement de contractuels ou auxiliaires.

Il faut que la Direction générale arrête d'anticiper d'hypothétiques gains de productivité, qui n'arrivent jamais, pour dépouiller les services!

Suivi budget 2023

Le contenu du trousseau télétravail (budgétisé 3321,55€) a été défini.

Il sera constitué d'un 2^e écran (sur demande), un clavier + souris, un repose pied.

A notre grande satisfaction, et suite à nos nombreuses demandes depuis 2020, le directeur accepte enfin que les télétravailleurs puissent bénéficier de sièges ergonomiques.

L'agent devrait avoir l'autorisation de récupérer son siège au bureau. C'est ce dernier qui sera remplacé par un neuf.

Les dépenses de tableaux lumineux pour la salle de repas de Gourdon ont été engagées pour 319,99€.

Les formations "prévention et gestion du stress" et "prévention des risques psychosociaux" ne sont pas encore complètes.

Au regard du nombre de places limitées (12), nous avons convenu que les candidatures devraient être ciblées.

Cependant, certains chefs de service se sont sentis visés et ont fait de la rétention d'information vis à vis d'agents potentiellement concernés.

Un nouvel appel à candidature étendu devrait être effectué.

Registre Hygiène et Sécurité Fiches de signalement / accidents de service

Quatre saisies du registre ont été effectuées depuis le début d'année.

Deux problèmes liés à des fuites ont été résolus.

La 3^e concerne la climatisation du CC pro et le dernier les dysfonctionnements à répétition des applications informatiques.

Deux accidents de service ont été constatés ce dernier trimestre .

Questions diverses

Risques canicules

Nous avons évoqué le risque canicule ainsi que les problèmes de climatisation au CC pro. Le directeur nous informe que les mesures sont prises dès l'annonce de vigilance orange par météo France.

Il rappelle que des fiches de procédures et de bons réflexes sont mises en lien sur Ulysse local. De plus, les chefs de service ont toute latitude pour adapter les situations (horaires notamment) ou favoriser la distribution d'eau ou de brumisateurs.

Un bémol cependant pour le CC pro au regard des horaires décalés et des obligations de décrochage téléphonique.

Concernant encore le CC pro , nous sommes revenus sur les problèmes de climatisation. En effet, les travaux effectués à va-vite et ne constituant en fin de compte qu'un ripolinage n'ont fait que reprendre l'existant structurel. Certains bureaux sont climatisés et d'autres non.

Le financement d'éventuels travaux reste spécifique et dépend de la Direction Générale (avec toutes les lenteurs que cela entraîne).

Le directeur évoque l'hypothèse d'un financement local pour l'année prochaine.

En attendant pour cet été, il pense à accélérer les possibilités de télétravail voire profiter des absences pour déplacer les agents vers les zones plus fraîches.

Travaux Figeac

Les travaux pour la porte d'entrée au public vont être enfin lancés pour un budget d'environ 1500€.

Un devis a été demandé pour le réaménagement de l'accueil.

Travaux Cahors

Un financement a été demandé au niveau central pour l'aménagement du parking des Carmes.

Visite du CC pro

Nous avons évoqué la possibilité d'organiser un visite formalisée du CC pro, certainement dernier trimestre 2023.

Nous avons répété notre exigence de pouvoir rencontrer les agents sans entrave de la nécessité de service, trop souvent et systématiquement mise en avant pour notamment empêcher les agents de participer aux HMI.